

## **22.12.17 L'Union européenne publie une rétrospective de la désinformation russe**

- France 24

Le bras armé de l'Europe contre la propagande russe, créé fin 2015, a publié sa rétrospective des fausses informations pro-Kremlin. L'occasion de rappeler que les campagnes de désinformation ne s'intéressent pas seulement à Donald Trump.

Une guerre civile menace d'éclater en Suède, le pape Jean-Paul II avait averti de son vivant contre une "invasion" de migrants en Europe ou encore l'Allemagne finance l'Ukraine... Ce sont quelques-unes des "fake news" venues tout droit de Russie, qui ont été glanées au fil de l'année 2017 par l'équipe de l'East StratCom Task Force, une unité du corps diplomatique de l'Union européenne, chargée de lutter contre la désinformation russe.

Ces vigies des médias russophones et russophiles ont publié une retro 2017 des rumeurs d'origine russe, jeudi 21 décembre. Cette équipe a repéré et vérifié 1 310 cas de désinformation depuis le début de l'année. Leur rétrospective permet d'illustrer la diversité de l'effort de propagande en ligne de Moscou et de ses amis à l'heure où l'opinion internationale se focalise essentiellement sur l'ingérence prêtée à la Russie dans l'élection présidentielle américaine de 2016.

### **"Poutine Burger" et "colonie allemande"**

Les exemples retenus démontrent l'imagination des lanceurs de rumeurs. En décembre, le site d'information russophile roumain Hidfo avançait que l'Allemagne voulait établir des États-Unis d'Europe, pour en faire une "colonie allemande" et mettre l'Europe de l'Est au pas. Une vidéo, mise en ligne en octobre par un site affilié à la chaîne RT, laissait entendre qu'un restaurant new-yorkais servait des hamburgers "Poutine" pour célébrer l'anniversaire du président russe.

Ces histoires, qui peuvent sembler saugrenues prises séparément, forment un message plus large. L'Ukraine y tient un rôle central. Une obsession russe : depuis l'annexion de la Crimée, Moscou s'efforce de légitimer son action dans la région. La plupart des "fake news" répertoriées vont dans le même sens. "Les Ukrainiens sont dépeints comme des fascistes xénophobes, à l'origine du conflit, habitant dans un pays artificiel et en désintégration", écrivent ces spécialistes de la désinformation. À cela s'ajoute une pincée de rhétorique digne de la guerre froide faisant de l'Ukraine un champ de bataille entre les États-Unis et ses alliés européens contre les Russes, qui ne feraient que se défendre.

Autour de cette trame principale gravitent d'autres rumeurs qui tentent d'enfoncer deux clous : l'Union européenne et les États-Unis menacent la stabilité mondiale, tandis que la Russie représente une force de paix. Ainsi, la publication en ligne hongroise Orientalista avance que l'organisation État islamique est utilisée par l'Occident pour combattre l'alliance entre la Russie, la Syrie et l'Iran. Le site tchèque Novarepublika a soutenu, quant à lui, que l'ancien président afghan Hamid Karzai aurait supplié la Russie de libérer son pays de l'occupation américaine

**Faux et preuve de faux**

Pour chaque "fake news" citée, l'East StratCom Task Force apporte également la preuve de la falsification. Ainsi, lorsque l'agence de presse Ria Novosti suggère que l'Ukraine compte accepter 20 000 réfugiés venus d'Allemagne dans le cadre d'un accord d'entraide entre les deux pays - l'alliance germano-ukrainienne est une des marottes des fausses informations russes de 2017 -, l'East Stratcom Task Force démonte la crédibilité de la source. En l'occurrence, il s'agissait d'un portail bavarois sur lequel n'importe qui peut poster une information.

Ces pisteurs de propagande russe traquent les "fake news" depuis l'automne 2015, à la suite d'une réunion du Conseil européen (sommet des chefs d'État des 28 pays membres de l'UE) qui avait appelé à agir contre "les campagnes russes de désinformation". C'était donc avant même que le sujet devienne l'enjeu d'un débat planétaire à l'occasion de l'élection de Donald Trump. En plus de deux ans d'existence "nous avons débusqué 3 680 cas de désinformation", assurent ces enquêteurs sur leur site.

<http://www.france24.com/fr/20171221-fake-news-retro-russie-ukraine-internet-rapport-europe>